

**FACE AUX ATTAQUES CONTRE LES TRAVAILLEURS :
LA MOBILISATION CONTINUE !**

**LOGEMENT :
UN TOIT, UN DROIT !**

RÉVOLUTIONNAIRES

42 2 OCTOBRE 2025 • 2€ • LE JOURNAL DU NPA-RÉVOLUTIONNAIRES POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVILLEUSES,
COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE



ÉDITORIAL

**Trump veut soumettre
les Gazaouis au fait
colonial sans garantie
que le génocide s'arrête**

Trump a sorti son « plan de paix » pour Gaza qui, selon lui, n'attendrait plus que l'accord du Hamas pour être validé. Et les dirigeants de tous les pays - les européens, les arabes, vraiment tous! - de presser le Hamas d'accepter. Même le pape. Même Poutine qui s'y connaît bien en guerres meurtrières. Tous discutent doctement, sans même envisager de demander aux principaux intéressés, les Palestiniens, ce qu'ils pensent.

Trump veut que la paix se fasse de toute urgence ? Alors, pourquoi livre-t-il à l'armée israélienne, comme son prédécesseur l'avait fait, les armes sans lesquelles la guerre serait finie depuis bien longtemps ?

Trump, Netanyahu et, derrière eux, tous les dirigeants occidentaux voudraient rendre responsable le Hamas de la poursuite des tueries si jamais il refusait le « plan de paix » de Trump qui vient justement de lui fixer un ultimatum. Le Hamas est une organisation réactionnaire et dictatoriale, comme bien d'autres qui gouvernent sur la planète. Mais qui ne voit pas que la guerre menée par Israël à Gaza est une guerre à sens unique menée contre le peuple palestinien lui-même ?

QUI PEUT FAIRE CONFIANCE AUX GÉNOCIDAIRES AU POUVOIR EN ISRAËL ?

Trump et Netanyahu exigent la libération immédiate des otages. Mais ces derniers devaient déjà être libérés lors de l'accord de

SUITE PAGE 2 >>

NPA
RÉVOLUTIONNAIRES



Nantes Université : mise au pas de la contestation et répression

OÙ EST L'ÉDUCATION ?

Le gouvernement est démissionnaire, mais cela n'empêche pas la collaboration harmonieuse entre ministères de l'Intérieur et de l'Enseignement supérieur. À Nantes, ils inventent l'université casquée et bottée !

RASSEMBLEMENTS INTERDITS ET BÂILLON SUR LES REVENDICATIONS

Premier indice du tour de vis sécuritaire : un projet de modification du règlement intérieur qui s'en prend aux libertés d'expression et de réunion vient d'être présenté par la présidence de l'université. S'il était adopté, des poursuites disciplinaires pourraient être engagées contre des étudiants ou membres du personnel participant à un rassemblement « non autorisé » sur le campus ou qui « porter[ai]ent atteinte à la réputation de l'établissement ». Dans le viseur : les AG d'étudiants mobilisés et les syndicalistes et

salariés de l'université critiquant la politique menée par la direction.

LOCK-OUT ET INTIMIDATIONS

Anticipant le vote du nouveau règlement, la présidence joint le geste à la parole lundi 22 septembre : pas moins de dix camions de CRS sont alors mobilisés pour déloger quelques dizaines de personnes participant à la réunion d'un collectif militant autonome.

Rebelote le lendemain midi, format XXL : tous les bâtiments sont vidés, plus d'un millier d'étudiants évacués, et la fac fermée pour le reste de la journée, au prétexte fallacieux d'un risque imminent d'intrusion violente dans les bâtiments. En réalité, un petit groupe, en marge d'une AG étudiante, avait envahi quelques minutes un bâtiment administratif, tagué la porte du bureau du responsable sécurité et renversé du matériel de bureau...



CONFÉRENCE DE PRESSE SOUS BONNE GARDE POLICIÈRE

Quelques heures plus tard, toute honte bue, la présidente de l'université tient une conférence de presse dans un campus désert, sous protection policière. Le soutien du gouvernement est immédiat : Philippe Baptiste, ministre démissionnaire de l'Enseignement supérieur, dénonce le « saccage du campus ». Rien que cela !

Ces dernières années, de nombreuses mobilisations étudiantes ont secoué les universités. Celles-ci ne sont pas au goût du patronat

et le gouvernement renforce préventivement son arsenal répressif, à travers les règlements intérieurs mais aussi à travers la dernière loi « Contre l'antisémitisme » (sic) qui crée de nouvelles structures administratives chargées de sanctionner les étudiants.

Dans les rues, les universités et les entreprises, la mobilisation est à l'ordre du jour contre celles et ceux qui rêvent d'une société où règne l'ordre des casernes. Ne les laissons pas faire !

CORRESPONDANT

Népal, Madagascar, Maroc : la jeunesse à l'assaut du monde ?

Depuis plusieurs semaines, des mobilisations de jeunes (« la Génération Z, née entre 1996 et 2010 » comme dit la presse) ébranlent des États, de la Grande Île de Madagascar aux montagnes népalaises, en passant par les côtes marocaines et les rivages indonésiens. Principalement situées en Asie, ces vagues de protestations contre la pauvreté et la corruption font suite aux soulèvements sri-lankais et bangladais de 2022 et 2024.

LE CAPITALISME NE PROMET QU'UN AVENIR DE MISÈRE

Les jeunes qui se battent aujourd'hui parfois à des dizaines de milliers de kilomètres les uns des autres ne partagent pas que la jeunesse ou le drapeau de Luffy dans *One Piece* : ils refusent l'avenir bloqué imposé par le capitalisme et ses élites corrompues.

La pauvreté et le chômage les frappent durement, y compris celles et ceux qui essaient de s'en « sortir » grâce aux études. Les restrictions d'eau, les coupures d'électricité (jusqu'à treize heures par jour au Sri-Lanka ou à Madagascar), l'état désastreux des services publics (huit femmes décédées à la suite de leur accouchement par césarienne à Agadir au Maroc) sont d'autant plus insupportables que les richesses des élites politiques et des milliardaires s'étalent au grand jour sur les réseaux sociaux.

Toute une génération observe que la démocratie pour laquelle se sont battus leurs aînés ne fonctionne pas : les dirigeants élus (« représentants du peuple ») pillent les caisses publiques avec leurs amis milliardaires. Aux Philippines, seuls 40 % des fonds alloués aux méga projets anti-inondations servent effectivement à leur construction : le reste part dans des pots de vin ! Au Bangladesh, les étudiants se révoltaient contre des quotas discriminatoires favorisant les soutiens au régime dans la fonction publique alors que 40 % d'entre eux finissaient au chômage après leurs études. Au Népal comme aux Philippines, on combat les « Nepokids » et les clans tradi-



tionnels qui se partagent le pouvoir de père en fils depuis des décennies.

LES LUTTES PEUVENT ABATTRE DES GOUVERNEMENTS, MAIS APRÈS ?

Malgré la répression brutale exercée par les classes possédantes (des arrestations en pleine interview au Maroc aux 72 morts par balles de l'armée à Katmandou au Népal), plusieurs gouvernements sont tombés sous l'assaut de la rue : une leçon importante à retenir !

La Gen Z au pouvoir, ça suffit pour tout changer ? Les soulèvements sri-lankais, bangladais et népalais ont fait tomber des gouvernements - certains jeunes sont même devenus ministres - mais l'exploitation et la corruption continuent. L'appareil d'État et son armée, bien habitués, ont réussi à canaliser les explosions sociales en maniant la carotte (promesses de réformes) et le bâton (couvre-feu, loi martiale). Seul un pouvoir des travailleurs pourrait arracher les racines de l'exploitation en s'attaquant à la propriété bourgeoise que défendent tous ces régimes.

La jeunesse étudiante et populaire (car c'est bien elle qui lutte aujourd'hui) possède les moyens d'entraîner plus largement la classe ouvrière à laquelle elle est liée (socialement ou dans la lutte pour l'émancipation). C'est la question d'un autre pouvoir que posent aujourd'hui les jeunes au Maroc qui crient : « *Nous ne voulons pas de Coupe du monde* [à propos du projet de dépenser des milliards pour l'accueillir], *nous voulons des soins*. » Il manque encore le parti capable d'amener ces soulèvements à « aller jusqu'au bout » et renverser cette vieille société : à nous de le forger dans la chaleur des luttes, y compris dans la mobilisation actuelle en France !

STEFAN INO

Le capitalisme nous fait la guerre : renversons-le !

WEEK-END DE FORMATION DU NPA-RÉVOLUTIONNAIRES JEUNES LES 29 ET 30 NOVEMBRE 2025

Face aux abus des classes dominantes se lève une génération de jeunes ouvriers, étudiants et lycéens qui ne tolère pas cet avenir. Celle-ci se bat, avec détermination, partout dans le monde. Nous le voyons en France et encore davantage dans les récents soulèvements populaires au Népal, en Indonésie ou à Madagascar.

Pour faire face aux problèmes de la période et comprendre la société actuelle, nous organisons un weekend de formation à destination des étudiants, lycéens et jeunes travailleurs. Deux jours d'échanges et de débats, avec des jeunes communistes révolutionnaires de toute la France, qui offrent l'occasion de comprendre le monde, dans l'objectif de le changer.

Si toi aussi tu penses que le capitalisme ne nous offre aucun avenir, rendez-vous les 28 et 29 novembre à Paris au week-end de formation du NPA-Révolutionnaires Jeunes !



SUIVEZ LE NPA JEUNES RÉVOLUTIONNAIRES ET PRENEZ CONTACT !

SITE WEB : npa-jeunes-revolutionnaires.org | FACEBOOK : NPAJeunesRévolutionnaires | X (TWITTER) | INSTAGRAM | TIKTOK : @npajeunes_revo

NPA
JEUNES
RÉVOLUTIONNAIRES